COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 19 OCTOBRE 2026

Le Parti socialiste

ENTENDRE LA COLÈRE SOCIALE, GARANTIR LE DROIT DE MANIFESTER, PROTÉGER LES PERSONNES ET LES BIENS

Ce samedi 17 octobre, 800 000 Françaises et Français ont manifesté pacifiquement partout dans le pays pour exprimer leur colère, plaçant leurs pas dans ceux des lycéennes et des lycéens qui se mobilisent depuis plusieurs semaines pour pouvoir s'instruire dans des conditions dignes et adaptées.
Le Parti Socialiste salue et soutient cette mobilisation.

Mais ce grand mouvement social a été empêché, écrasé, par la faillite du maintien de l'ordre.

A Paris, Lille, Marseille, Limoges, Rennes, Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier et dans tant d'autres villes dans l'hexagone comme en Outre-mer, des casseurs et des pillards ont pris d'assaut des bâtiments publics comme des commerces, laissant derrière eux un état de désolation et des outils de travail dévastés. Mais la sidération ne doit pas conduire à mépriser les revendications portées par les Français.

Les témoignages des maires, en première ligne face à la défaillance de l'Etat, sont sans appel, les effectifs de police étaient largement insuffisants, le dispositif policier inadapté. Des quartiers entiers ont été largement abandonnés aux pillards et aux casseurs pendant plusieurs heures.

Pendant que ces derniers agissaient à leur guise, les manifestants pacifiques ont eux souvent été empêchés dans leur parcours, parfois nassés, systématiquement gazés et nous déplorons de nouveau des lycéennes et lycéens gravement et irrémédiablement blessés, comme à Mulhouse encore.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 19 OCTOBRE 2026

Le Parti socialiste

ENTENDRE LA COLÈRE SOCIALE, GARANTIR LE DROIT DE MANIFESTER, PROTÉGER LES PERSONNES ET LES BIENS

En échouant à garantir nos libertés publiques, l'État a porté atteinte à la liberté fondamentale de manifester.

Une Commission d'enquête parlementaire devra faire toute la lumière sur la préparation, le dimensionnement et à la conduite des opérations de maintien de l'ordre depuis le début du mouvement lycéens. Nous en porterons la demande à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le droit de manifester pacifiquement doit être garanti, les violences policières sanctionnées, l'usage des armes mutilantes contres les mineurs interdites.

Le gouvernement doit organiser sans délai un débat devant le Parlement pour s'expliquer devant la représentation nationale sur les graves dysfonctionnements constatés ces dernières semaines et présenter un plan de sortie de crise. Il ne peut continuer à rester sans réaction.

C'est le choix du pourrissement du mouvement qui conduit à sa radicalisation. Dans un tel contexte, la République doit rassembler, pas chercher à opposer deux camps irréductibles : celui de l'ordre à celui de la justice. L'un ne peut aller durablement sans l'autre. La colère des Françaises et des Français appelle donc aussi et surtout des réponses urgentes et concrètes.

Cette colère, c'est celle d'une majorité de nos concitoyens pour qui le travail ne permet plus de vivre dignement, asphyxiés dans leur quotidien par les prix des carburants, du logement ou de l'alimentation.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 19 OCTOBRE 2026

Le Parti socialiste demande au gouvernement d'ouvrir des négociations pour revaloriser les salaires et les minimas sociaux et pour baisser les prix du carburant à la pompe par l'encadrement des marges des raffineurs. Pour la jeunesse, nous demandons la rénovation des bâtiments scolaires, l'ouverture de postes dans l'Éducation nationale ainsi que la revalorisation des métiers et l'abrogation de Parcoursup. Des mesures fortes de justice fiscale s'imposent pour que la société s'apaise.

Nous répondrons aux propositions de rencontre avec le Gouvernement. Mais il s'agit maintenant d'apporter une réponse politique à une crise sociale. C'est à l'ensemble de ces conditions que la désescalade est possible.

Nous y prendrons toute notre part.

Le Parti socialiste

SOCIALISTES ASSEMBLÉE NATIONALE

SOCIALISTES ÉCOLOGISTES RÉPUBLICAINS SÉNAT